

## Fin du diesel et de l'essence en 2040 ?

Oui, mais maintenant, on fait quoi ? Billet d'humeur de Christian Scholly, Directeur de l'Automobile Club Association.



Christian Scholly, Directeur de l'Automobile Club Association / © Christian Kempf

Il y a quelques semaines, le ministre de la Transition écologique a fait sensation en annonçant "la fin de la vente des voitures à essence et diesel d'ici 2040".

Si l'annonce a largement été commentée dans les médias pendant l'été, elle n'est finalement pas si extraordinaire. L'Allemagne, la Norvège ou les Pays-Bas envisagent la même mesure, mais déjà à partir de... 2030, soit 10 ans avant le seuil français, tout comme l'Inde où le gouvernement a annoncé une mesure similaire. La France se donne donc 23 ans pour arriver à cet objectif qui semble atteignable, en tout cas du côté des constructeurs qui investissent beaucoup en recherche et développement sur les véhicules hybride, électrique ou à hydrogène.

En revanche, côté infrastructures, il va falloir y aller franchement, notamment sur l'installation de bornes électriques.

Certes, la loi sur la transition énergétique prévoit d'atteindre 7 millions de points de charge en 2030... mais cela coûte cher, de sorte que les investissements ne sont pas au rendez-vous.

Sur les 75 000 bornes qui auraient déjà dû être installées entre 2010 et aujourd'hui, seules 16 800 l'ont été. Il faudra aussi dimensionner le réseau électrique afin d'alimenter des chargeurs rapides, sans risquer de mettre à mal le réseau français les jours de grands départs, lorsque tous les conducteurs feront le plein (électrique) en même temps !

Une autre option serait de s'orienter très vite pour des modèles mixtes électrique/hydrogène. Certains constructeurs y vont, d'autres s'en tiennent pour l'instant à l'électrique pur ou à l'hybride essence/électrique rechargeable. De manière très résumée, ces 23 ans ne seront pas de trop pour un tel chantier. Rappelons que le parc automobile met 15 à 16 ans à se renouveler complètement : il ne faut donc pas tarder à faire les bons choix dans ce domaine.

Et en matière d'aide aux choix, il faudrait peut-être que les pouvoirs publics mettent fin à quelques incohérences en matière de communication. Le système de bonus-malus, qui est en place depuis une

petite décennie a incité - et incite toujours - les automobilistes à acheter des véhicules diesel, puisque le mode de calcul est fondé sur le CO2, et là c'est le diesel qui est le bon élève. Mais dans le même temps, le même ministère nous dit de ne pas acheter de diesel en raison des particules et des oxydes d'azote. Franchement !

Les constructeurs ont besoin d'y voir clair dans les projets gouvernementaux pour faire les investissements qui vont les engager pour de longues années... et les automobilistes aussi !

Bonne route à tous.